

Qui met de l'argent de côté et combien ?

26 janvier 2018



Qui gagne suffisamment d'argent pour en mettre de côté ? Sur ce sujet pourtant essentiel, on dispose de très peu de données, mais une étude de l'Insee [1] permet d'en savoir un peu plus. Les données portent sur l'année 2011, mais ce type de grandeur varie peu au fil du temps. Tous types de familles confondus, les ménages français ont perçu 45 000 euros [2] en moyenne, en ont dépensé 37 500 et ont mis de côté 7 500 euros, soit 17 % de leurs ressources. Mais ces données moyennes masquent des écarts importants.

L'épargne augmente avec l'âge jusqu'à 60 ans. Les revenus s'accroissent au fil de la vie professionnelle et les dépenses diminuent à la cinquantaine du fait du départ des enfants notamment : le niveau de l'épargne est alors à son maximum. Avec le passage à la retraite, on entre dans une nouvelle phase. Les revenus baissent nettement, ainsi que les dépenses de consommation et l'épargne. À partir de 70 ans, les revenus diminuent encore, mais moins que les dépenses, ce qui fait que l'épargne augmente à nouveau légèrement.

En matière de bas de laine, c'est le revenu qui fait la différence. Les 20 % du bas de l'échelle épargnent en moyenne 1 500 euros par an, soit l'équivalent de 7 % de leurs ressources. Ces 20 % rassemblent à la fois des ménages totalement démunis, qui ne font aucune économie, et des familles modestes, qui ne dépensent pas l'ensemble de leurs revenus et donc épargnent. À l'opposé, les 20 % les plus riches épargnent en moyenne 22 800 euros chaque année, soit presque 30 % de leur revenu ou encore l'équivalent de l'ensemble des revenus annuels des 20 % les plus pauvres. À l'intérieur de ce cinquième le plus riche, les écarts sont encore plus grands : on y trouve aussi bien le haut des couches moyennes que les ménages les plus riches du pays, dont les économies sont largement supérieures à 22 800 euros par an.

Revenu après transferts privés.

Source : Insee – Données 2011 – © Observatoire des inégalités

GRAPHIQUE

Les données par milieu social distinguent d'abord les non salariés (artisans, commerçants, etc.) dont les revenus et l'épargne sont très supérieurs aux autres catégories sociales. Outre le fait que les données sont difficilement comparables pour des types de revenus différents (entre des revenus d'activité non salariée et des salaires), une partie des économies des non-salariés sert à se prémunir contre des aléas plus importants sur un plan professionnel. **Les écarts de revenus sont majeurs entre les indépendants** peu fortunés et les plus aisés, en particulier. Parmi les salariés, les cadres supérieurs se détachent du lot, avec des revenus très élevés (plus de 75 000 euros en moyenne) et une épargne de 16 000 euros par an, soit plus d'un cinquième de leurs revenus, alors qu'ils dépensent 59 000 euros par an. À l'opposé, employés et ouvriers ne mettent respectivement que 4 700 et 7 000 euros de côté en moyenne chaque année.

Se prémunir

Mettre de l'argent de côté constitue une garantie contre le risque, notamment en cas de chômage. Le fait de disposer ou non d'un capital (qu'il s'agisse d'immobilier ou de placements financiers) est, en période de manque d'emploi durable, un élément qui structure les inégalités dans la société. Détenir un capital permet de se procurer un niveau de vie supérieur au moment du passage à la retraite, notamment pour ceux qui ont mis assez de côté pour devenir propriétaires et ne pas avoir de loyer à payer. Enfin, l'épargne assure le transfert de la richesse au fil des générations. Les 16 000 euros annuels épargnés en moyenne par les cadres supérieurs constituent un stock qui grossit d'année en année, dont une partie ira à leurs descendants, ce qui leur facilitera la vie. La constitution d'un patrimoine est un processus cumulatif [3] : le revenu nourrit l'épargne qui grossit le patrimoine, ce dernier assurant des revenus qui vont à leur tour alimenter l'épargne...

Ces données permettent de mesurer l'impact des politiques publiques de redistribution des revenus. Contrairement à la thèse d'un « ruissellement », la hausse du niveau de vie des plus aisés (par le biais des baisses d'impôts) accroît surtout leur épargne et n'est que faiblement réinjectée dans le circuit économique. Inversement, une augmentation du revenu des plus pauvres repart directement dans ce circuit sous forme de dépenses (alimentation, logement, vêtements, etc.). Au plus bas de l'échelle, les minima sociaux et les allocations diverses se retrouvent intégralement à la fin du mois sur le compte de bailleurs et de commerçants.

Ces chiffres permettent aussi de comprendre l'importance de l'imposition progressive des revenus, celle dont le taux augmente avec le niveau de ressources. Plus ces dernières augmentent, moins leur utilité est grande pour les ménages : dix euros de minima sociaux sont immédiatement dépensés en éléments essentiels pour la vie de tous les jours alors que la même somme va grossir l'épargne ou la consommation accessoire des plus aisés. On passe de dépenses essentielles à des dépenses de plus en plus accessoires. Seule leur imposition croissante permet de rebattre les cartes des inégalités dans le temps, de limiter quelque peu la constitution de « dynasties » par le biais de l'épargne, avec des générations de descendants-héritiers qui, sans efforts ni mérite particuliers, bénéficient du fait d'être les « enfants de ».